

## MIGRATION FÉMININE EN CÔTE D'IVOIRE : LE PARCOURS DES MIGRANTES DE RETOUR

Cette recherche s'inscrit dans le programme « Sécurité, Support et Solutions le long de la Route de la Méditerranée Centrale » financé par le Royaume-Uni à travers le département du développement international (DFID) dont l'un des objectifs est d'améliorer la compréhension des gouvernements, des agences humanitaires et des organisations nationales sur les tendances migratoires afin notamment de formuler des réponses adaptées. Six pays en Afrique de l'Ouest et Centrale (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali et Sénégal) ont mené des recherches en 2018 et 2019 dans le cadre de ce programme.



Groupe de discussion avec les femmes migrantes de retour, IOM, 2019

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) avec une collecte en quatre étapes :

- **Entretiens exploratoires** avec des migrantes de retour;
- **Groupes de discussion avec des migrants** (femmes et hommes) de retour et leur entourage;
- **Enquête téléphonique de profilage** des migrantes de retour (plus de 100 entretiens);
- **Enquête de terrain** à Abidjan et Daloa sur la **perception de la migration féminine en Côte d'Ivoire** (plus de 150 entretiens).

### INTRODUCTION

Parmi plus de 6 700 migrants assistés dans leur retour par l'OIM Côte d'Ivoire entre janvier 2017 et août 2019, 25% sont des femmes. Cette proportion est particulièrement importante en comparaison des autres pays de la région tels que le Burkina Faso, la Guinée ou le Mali qui ne dépassent pas les 5% de femmes parmi les migrants assistés dans leur retour.

La recherche vise à expliquer et comprendre le processus de la migration irrégulière de femmes ivoiriennes tout au long de la Route de la Méditerranée Centrale (RMC), à travers l'expérience de femmes migrantes de retour ayant bénéficié d'une assistance de l'OIM.

### PROFIL DES MIGRANTES DE RETOUR

Les femmes de retour enquêtées ont majoritairement entre 31 et 35 ans. Elles sont pour la plupart célibataires, ont au moins un enfant à charge (même si dans 66% des cas elles ont voyagé seules) et un niveau d'études équivalent au secondaire. Avant leur départ, la grande majorité d'entre elles (79%) occupait un emploi, principalement dans le secteur du commerce.

### MOTIFS ET PROCESSUS DE DÉCISION

Selon les migrants de retour enquêtés, l'absence d'opportunités professionnelles, la précarisation économique, l'affaiblissement de la solidarité familiale, le mythe de « l'Eldorado occidental », le désir d'émancipation de la femme ou encore le fait de connaître une personne qui a déjà fait le voyage sont autant de facteurs qui inciteraient les femmes à quitter leur pays dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

49%

DES FEMMES  
ONT PRIS SEULES  
LA DÉCISION DE  
MIGRER

44%

DES FEMMES  
ONT FINANCÉ LEUR  
VOYAGE SEULES

80%

DES MIGRANTES DE RETOUR  
ENQUÊTÉES ONT QUITTÉ  
LEUR PAYS POUR PARTIR À LA  
RECHERCHE D'UN EMPLOI.

La migration est perçue comme une opportunité d'accéder à une autonomie financière qui permettrait aux femmes d'atteindre un certain « mieux-être » et de proposer un avenir meilleur à leurs enfants.

La migration irrégulière féminine ivoirienne le long de la RMC se présenterait comme une stratégie individuelle de survie (contrairement aux hommes où il s'agirait davantage d'une stratégie familiale ou d'une expérience à tenter comme un rite initiatique), impliquant une forme de solitude dans la préparation mais aussi au moment du retour.

## LE CARACTÈRE ÉVOLUTIF DU PROJET MIGRATOIRE DES FEMMES

Les femmes de retour quittent majoritairement la Côte d'Ivoire par avion (71%) et de manière régulière (dans 52% des cas) avec pour destination finale initiale un pays d'Europe ou du Maghreb (surtout la Tunisie et le Maroc). L'irrégularité s'installerait au cours de la migration (ex : Maroc et Tunisie), lorsque les migrantes n'obtiennent pas de titre de séjour leur permettant de résider et de travailler dans la légalité.

Souvent le projet migratoire évolue en fonction des difficultés rencontrées dans les pays de transit et de destination, telles que des situations d'exploitation multiformes, mais aussi au fil des rencontres avec les passeurs. Le pays de destination peut devenir le pays de transit, soumettant la femme à de nouveaux risques.

## TRAVAIL ET MOYENS DE SUBSISTANCE AU COURS DU VOYAGE

**70%** des femmes ont travaillé au cours de leur voyage

Seulement **31%** d'entre elles ont pu épargner et envoyer de l'argent en Côte d'Ivoire notamment à leurs enfants.

## ABUS ET TRAUMATISMES PSYCHO-SOCIAUX

Au cours de leur voyage, les femmes ont été surexposées à la violence physique et psychologique que ce soit sur leur lieu de travail, sur la route ou en détention. Les abus vécus ont pu prendre plusieurs formes incluant le travail non rémunéré, les violences sexuelles, le racisme, la prostitution ou la vente d'êtres humains.

*« La plupart des femmes ont été violées, surtout sur la route, dans le désert. Ils sont armés, alors tu ne peux pas crier. Tout ce que tu veux, c'est protéger tes enfants ».*

Entretien avec une migrante de retour.

## LA DOUBLE STIGMATISATION AU RETOUR : FEMME ET MIGRANTE DE RETOUR

Les conditions de vie et de travail difficiles dans les pays de transit et de destination sont les principales raisons motivant le retour des migrantes enquêtées en Côte d'Ivoire.

En plus des traumatismes psycho-sociaux inhérents au voyage, les femmes sont susceptibles d'être stigmatisées à leur retour, souffrant du jugement, de la honte voire du rejet de l'entourage (notamment dans des situations où la femme rentre avec un enfant ou enceinte). Ces situations compliquent leur réintégration (économique et sociale) durable.

*« Le retour et les difficultés du retour, plutôt que la migration en soi, m'ont fait regretter la décision d'être partie : j'aurais dû savoir que si je restais chez moi, j'aurais encore mon argent. J'aurais de l'épargne tandis que maintenant je n'ai rien. Je vis avec une double difficulté : la fatigue de ce que j'ai vécu en Algérie, et la déception en réalisant que j'ai tout perdu ».*

Groupe de discussion avec des migrantes de retour.

## L'IMPACT DE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE FÉMININE SUR LES ENFANTS

Qu'ils aient accompagné leur mère dans son voyage ou qu'ils soient restés en Côte d'Ivoire, la migration irrégulière a un impact sur la santé physique et psychologique des enfants. Les enfants partis en migration ont subi de graves traumatismes qui nécessitent une prise en charge à leur retour et ceux restés au pays semblent accéder plus difficilement aux services sociaux de base en l'absence de leur mère.

**75%** des femmes avaient au moins un enfant à charge avant leur départ.

Seulement **15%** d'entre elles ont voyagé avec au moins un de leurs enfants.

## RECOMMANDATIONS

### 1. RÉINTÉGRATION ÉCONOMIQUE : COMPENSER LA PERTE D'AUTONOMIE FINANCIÈRE ET RÉPONDRE AUX DIFFICULTÉS LIÉES AU RETOUR

- Inviter l'ensemble des acteurs (et notamment ceux impliqués dans le Plan national de réintégration en Côte d'Ivoire) à inclure des offres de services adaptées aux femmes dont la situation économique a été fragilisée par la migration.
- Identifier les besoins du marché et mettre en lumière les compétences acquises au cours de la migration et les éventuels besoins de formation.
- Identifier des structures qui peuvent accompagner les femmes dans un projet structuré.

### 2. RÉINTÉGRATION SOCIALE : APPORTER UNE RÉPONSE HOLISTIQUE À L'IMPACT PSYCHO-SOCIAL DE LA MIGRATION

- Identifier l'offre de services et les acteurs impliqués dans le secteur psycho-social en Côte d'Ivoire.
- Evaluer l'accès aux services pour les migrantes de retour.
- Mesurer les besoins et envisager un renforcement des capacités des structures compétentes pour une réintégration durable des migrantes de retour.

### 3. INFORMER ET SENSIBILISER LES POPULATIONS AU NIVEAU LOCAL SUR LES DANGERS ET LES ALTERNATIVES À LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

- Renforcer la stratégie du gouvernement relative à l'information et à la sensibilisation des populations.
- Identifier et former les structures locales/communautaires qui pourraient mettre en œuvre ces activités dans les localités à fort potentiel migratoire et s'appuyer sur les comités régionaux.